

REPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE Honneur-Fraternité-Justice

BANQUE CENTRALE DE MAURITANIE

LE GOUVERNEUR

27 FEB 2008

VISA DSJO



INSTRUCTION N° 4 /GR/2008


RELATIVE AU FONDS DE GARANTIE DES DEPOTS

O


Le Gouverneur de la Banque Centrale de Mauritanie :

- Vu la loi N° 73 du 30 mai 1973 portant création de la Banque Centrale de Mauritanie;
- Vu l'ordonnance N°004/2007 du 12 janvier 2007, portant statut de la Banque Centrale de Mauritanie;
- Vu l'ordonnance 020/2007 du 13 mars 2007 relative aux établissements de crédit abrogeant et remplaçant la Loi N°95/011 du 17 juillet 1995;
- Vu le décret N°19/2007 du 7 février 2007 portant nomination du Gouverneur de la Banque Centrale de Mauritanie;

Décide :



Article 1 : La présente instruction a pour objet de définir les modalités de fonctionnement du fonds de garantie des dépôts bancaires, conformément à l'article 53 de l'ordonnance N°20/2007 portant réglementation des établissements de crédit.



Article 2 : Les ressources de ce fonds de garantie sont constituées par les contributions versées par les banques, les ressources éventuelles mises à sa disposition par l'Etat ou par la Banque et les produits de placement.

Article 3 : Les banques et succursales installées en Mauritanie, ci-après dénommées « Banques », sont tenues d'adhérer, dans les conditions prévues par la présente instruction, au fonds de garantie des dépôts bancaires.

Article 4 : Le fonds de garantie des dépôts bancaires vise à indemniser les déposants en cas de faillite d'un établissement bancaire

Article 5 : Au sens de la présente instruction, il faut entendre par « dépôts et autres sommes assimilées aux dépôts remboursables », tout solde créditeur résultant de fonds laissés en compte ou de fonds en situation transitoire provenant d'opérations bancaires normales devant être restitués conformément aux conditions légales et contractuelles applicables, notamment en matière de compensation.

Sont inclus dans cette définition, les dépôts de garantie lorsqu'ils deviennent exigibles, les dépôts liés à des opérations sur titres, et les sommes dues en représentation de bons de caisse et autres moyens de paiement émis par les banques.

Article 6 : Pour l'application de la présente instruction, ne sont pas considérés comme des dépôts et autres sommes assimilées aux dépôts remboursables :

- Les sommes avancées aux établissements financiers et celles avancées par les banques entre elles ;
- Les fonds reçus ou laissés en compte par les actionnaires détenant au moins 5 % du capital ;
- Les dépôts des administrateurs, des dirigeants et des commissaires aux comptes ;
- Les dépôts des salariés actionnaires membres de l'équipe de direction ;
- Les éléments de passif entrant dans la définition des fonds propres au sens des dispositions de l'instruction instituant le capital minimum
- Les dépôts définis comme tels mais n'appartenant pas à une personne morale ou physique précises autres que les sommes dues en représentation des moyens de paiement émis par les banques ;
- Les dépôts des assurances sociales et des caisses de retraite ;
- Les dépôts des Etats, des établissements publics à caractère administratif, collectivités territoriales et les administrations similaires ;
- Les dépôts découlant d'opérations pour lesquelles une condamnation pénale définitive a été prononcée à l'encontre du déposant ;
- Les dépôts pour lesquels le déposant a obtenu à titre individuel des conditions de taux très avantageuses qui ont contribué à aggraver la situation financière de la banque ;
- Les dépôts des organismes de placement collectif de valeurs mobilières.

Article 7 : Le fonds de garantie est dirigé par un Conseil d'Administration présidé par le Gouverneur de la Banque Centrale de Mauritanie et comprenant notamment :

- a) deux représentants de la Banque Centrale de Mauritanie,
- b) un représentant du ministère ayant en charge les finances,
- c) un magistrat représentant le ministère de la justice,
- d) deux représentants des banques proposés par la profession

Les attributions du Conseil d'Administration sont fixées par le règlement intérieur.

Article 8 : Les banques sont tenues de verser au fonds de garantie des dépôts bancaires une cotisation annuelle sur le montant global des dépôts moyens calculés au 31 décembre sur les douze (12) derniers mois. Ces versements sont libellés dans la même monnaie que celles des dépôts.

Le taux de cette cotisation est fixé annuellement par instruction du Gouverneur de la Banque Centrale. Il varie de zéro (0) à un (1) pour cent du montant des dépôts.

La Banque Centrale doit veiller au recouvrement des cotisations de fonds de garantie des dépôts bancaires et s'assurer du placement de ses ressources dans des actifs sûrs.

Le recours au fonds de garantie ne pourra s'effectuer avant le 1 janvier 2010.

Article 9 : Le plafond d'indemnisation par déposant sera fixé annuellement par instruction du Gouverneur de la Banque Centrale de Mauritanie. Ledit plafond s'applique à l'ensemble des dépôts d'un même déposant auprès d'une même banque quel que soit le nombre de dépôts et la devise concernée.

Article 10 : Le plafond d'indemnisation visé à l'article 9 ci-dessus s'applique au solde entre le montant du dépôt unique et les crédits et autres sommes assimilées dûs à la banque par le titulaire du dépôt.

Dans le cas où le total des sommes dûes par le déposant est supérieur au total de son dépôt, ce dernier continue à être redevable pour le solde dans les conditions prévues par la législation en vigueur.

Lorsque le montant du dépôt unique est supérieur aux crédits et autres sommes assimilées dus à la banque par le déposant, celui-ci est indemnisé dans la limite du plafond prévu à l'article 9 ci-dessus.

Article 11 : L'indemnisation est effectuée au profit du titulaire du dépôt ou son ayant droit ou des mandataires.

Article 12 : Dans le cas d'un compte joint, celui-ci est réparti de façon égale entre les codéposants, sauf stipulation particulière.

Chacun des codéposants bénéficie de la garantie à concurrence du plafond fixé à l'article 9 ci-dessus.

Article 13 : Dans le cas où le déposant n'est pas l'ayant droit des sommes déposées sur le compte, c'est l'ayant droit qui bénéficie de la garantie à condition qu'il ait été identifié ou qu'il soit identifiable avant le constat de la faillite de la banque.

S'il existe plusieurs ayants droit, il faut tenir compte de la part revenant à chacun d'eux conformément aux dispositions légales en vigueur ainsi que celles régissant la gestion des sommes déposées.

Article 14 : La mise en jeu de la garantie des dépôts bancaires ne peut intervenir qu'en cas de cessation de paiement d'une banque.

Article 15 : La banque défaillante informe, sans délai, par les moyens appropriés, chacun des déposants de l'indisponibilité de leurs dépôts.

Elle indique également, à chaque déposant, les démarches qu'il doit effectuer et les pièces justificatives qu'il doit fournir au fonds de garantie des dépôts bancaires pour être indemnisé à partir du fonds de garantie.

L'indemnisation est effectuée en monnaie de dépôts.

Article 16 : Le fonds de garantie des dépôts bancaires vérifie les créances des déposants entrant dans la catégorie des dépôts éligibles et les paie dans un délai maximum de 6 mois à compter de la date à laquelle l'indisponibilité des dépôts a été déclarée par la Banque Centrale. Ce délai peut être renouvelé par la Banque Centrale une fois.

Article 17 : Les banques sont tenues de s'acquitter des obligations qui leur incombent notamment en matière de versement de leur prime.

La Banque Centrale est informée par le fonds de garantie des dépôts bancaires de tout manquement aux dites obligations par l'une des banques.

Il lui fournit également tous les renseignements lui permettant d'apprécier les manquements signalés et de prendre éventuellement des sanctions réglementaires.

Article 16 : Les banques fournissent aux déposants, de même qu'à toute personne qui en fait la demande, toute information utile sur le fonds de garantie des dépôts bancaires, en particulier le montant, l'étendue de la couverture et les formalités à accomplir pour être indemnisé par le fonds de garantie des dépôts bancaires.

Article 18 : Le compte de la banque tenu dans les livres de la Banque Centrale de Mauritanie sera débité du montant de la cotisation au profit du fonds de garantie en cas de retard ou de refus de versement de la cotisation.

Article 19 : La présente instruction prend effet à compter de la date de sa signature. Elle abroge toute disposition antérieure contraire ou faisant double emploi.

